

N° 19/CA du Répertoire

N° 92-20/CA du Greffe

Arrêt du 07 juin 2001

**AFFAIRE** : François-Xavier DANON

C/

Etat béninois

**REPUBLIQUE DU BENIN****AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date du 25 mai 1992, enregistrée au Greffe de la Cour le 26 mai 1992 sous le n° 131 par laquelle l'Officier de Police de première classe, DANON François-Xavier ayant pour conseils Maîtres Abdou Waïdi MOUSTAPHA et Lucien Avyt DOMINGOS, Avocats à la Cour, a introduit contre l'Etat un recours contentieux en reconstitution de sa carrière bloquée par l'Administration de la Police depuis treize (13) ans ;

Vu la communication de la requête et du mémoire ampliatif adressée au Président de la République pour ses observations en date du 25 mars 1995 et sous la référence n° 213/GC/CS ;

Vu le mémoire en défense de l'Agent Judiciaire du Trésor du 10 mai 1996 sous le n° 025-C/DCAJT/SP, enregistré au Greffe de la Cour le 20 mai 1996 sous le n° 174/GCS ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 421 du 17 août 1992 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **André LOKOSSOU** en son rapport ;

Notifié par L/N° 3065-3066-3069/GCS du 24/12/2001

DE = gratis

enregistré à Cotonou le 03/12/01  
Po 34 Case 4560-3  
Reçu gratis (zeio franc)  
L'Inspecteur de l'Enregistrement

Elisabeth Souvi

Où l'Avocat Général **Jocelyne ABOH-KPADE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **EN LA FORME**

Considérant que le recours a été introduit dans les forme et délai de la loi et qu'il y a lieu de le recevoir favorablement ;

### **AU FOND**

#### **Sur le moyen tiré de la violation du principe de l'égalité entre les fonctionnaires d'un même corps.**

Considérant que le requérant développe qu'il est recruté sur la base du baccalauréat et qu'il a été nommé Officier de Police de deuxième classe après une formation technique et professionnelle ;

- que la Loi 81-014 du 10 octobre 1981 portant Statut Général des Forces Armées Populaires du Bénin auxquelles la Police a été affiliée, n'a pas spécialement défini les conditions d'avancement des Personnels de la Police Nationale ;

- qu'en l'absence des Statuts Particuliers prévus aux articles 50, 76 et 104 de la Loi 81-014 sus-citée, il a été bloqué à ce jour au grade d'Officier de Police de première classe ;

- qu'il en était là quand douze (12) officiers de Police et de Paix ont été nommés au grade de Commissaire de Police par décret n° 92-27 après avoir été inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1991 ;

- qu'il sollicite l'annulation du décret n° 92-27 du 12 février 1992 ;

Considérant que par les arrêts n° 28 et 29 du 30 octobre 1998, la Cour a annulé le décret 92-27 du 12 février 1992 ;

Considérant que ces décisions sont définitives et qu'il y a lieu de s'en référer et d'en tirer les conséquences de droit ;

### **PAR CES MOTIFS**



**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours introduit par DANON François-Xavier est recevable.

**Article 2** : Le décret n° 92-27 du 12 février 1992 étant déjà annulé pour excès de pouvoir par les arrêts n° 28 et 29 du 30 octobre 1998 de la Cour, il y a lieu d'en tirer toutes les conséquences de droit, notamment la reconstitution de la carrière de DANON François-Xavier.

**Article 3** : Les frais sont à la charge du Trésor Public.

**Article 4** : Notification de la présente décision sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT** ;

**André LOKOSSOU** }

et }

**Joachim G. AKPAKA** }

**CONSEILLERS**.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi sept juin deux mille un, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de Monsieur :

**Jocelyne ABOH-KPADE**,

**MINISTERE PUBLIC** ;

Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI,

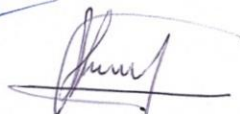
**GREFFIER**.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,


Blank

\_\_\_\_\_